

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

16 JANVIER 1984

PROJET DE LOI

relatif aux soldes et aux charges du passé
des Communautés et des Régions
et aux secteurs économiques nationaux

Documents relatifs à l'accord de synergie
entre les groupes ARBED-SIDMAR
et COCKERILL-SAMBRE

PROTOCOLE ENTRE LES GROUPE
ARBED-SIDMAR ET COCKERILL-SAMBRE

Les deux groupes ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE, l'ARBED agissant également dans le cadre de son contrat de gestion pour la MMR-A, ont marqué, à diverses reprises, l'intérêt qu'ils attachent à établir entre eux une coopération étroite et privilégiée. C'est dans ce but qu'ont été signés en 1978 et 1981 les accords d'Hanzinelle et de Val-Duchesse qui ont reçu l'appui des Gouvernements belge et luxembourgeois. Les deux groupes estiment que l'évolution des deux dernières années rend nécessaires une adaptation et un renforcement de ces accords.

La baisse de la consommation d'acier en Europe, les restrictions rencontrées dans le commerce international mettent en évidence l'existence de surcapacités importantes dans la sidérurgie européenne, qui doit s'adapter à des conditions nouvelles de production et de concurrence.

ARBED, SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE sont conscientes qu'elles doivent maintenir ou améliorer leur compétitivité pour conserver la place de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise en Europe. Ce n'est qu'à l'intérieur d'ensembles suffisamment importants que l'on peut optimiser les investissements nécessaires et répartir les sacrifices qui doivent être consentis.

C'est dans cet esprit qu'ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE ont convenu, sous réserve de l'accord des organes statutaires des sociétés concernées et des instances européennes et nationales compétentes, d'établir entre elles une forme de coopération plus structurée. Cette coopération, tout en laissant à chacune des trois sociétés son autonomie de fonctionnement et donc la responsabilité de sa gestion et de ses résultats, aura pour objet :

- d'une part, d'établir des orientations stratégiques communes, c'est-à-dire, de fixer les vocations principales de chaque société, de coordonner leurs investissements et leurs restructurations;

Voir:

834 (1983-1984):

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2: Communication.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

16 JANUARI 1984

WETSONTWERP

betreffende de saldi en de lasten van het verleden
van de Gemeenschappen en de Gewesten
en de nationale economische sectoren

Stukken betreffende het synergie-akkoord
tussen de groepen ARBED-SIDMAR
en COCKERILL-SAMBRE

PROTOCOL TUSSEN DE GROEPEN
ARBED-SIDMAR EN COCKERILL-SAMBRE

De twee groepen ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE, waarbij ARBED eveneens handelt in het kader van haar beheerscontract voor de MMR-A, hebben herhaaldelijk gewezen op het belang dat zij hechten aan een onderlinge, nauwe en bevoorrechte samenwerking. Met dit doel voor ogen werden in 1978 en 1981 de akkoorden van Hanzinelle en van Hertoginnedal gesloten die de steun kregen van de Belgische en de Luxemburgse Regering. De beide groepen zijn van oordeel dat de evolutie tijdens de laatste twee jaar een aanpassing en een versteviging van die akkoorden noodzakelijk maakt.

Het verminderde verbruik van staal in Europa en de beperkingen in de internationale handel stellen duidelijk het bestaan van aanzienlijke overcapaciteiten in de Europese staalnijverheid in het licht; deze moet zich derhalve aanpassen aan nieuwe productie- en concurrentievoorwaarden.

ARBED, SIDMAR en COCKERILL-SAMBRE zijn er zich van bewust dat zij hun competitiviteit in stand moeten houden of verbeteren om de positie van het Belgisch-Luxemburgse staal in Europa te behouden. Enkel binnen voldoende grote entiteiten kunnen de noodzakelijke investeringen worden geoptimaliseerd en de te brengen offers worden verdeeld.

In die geest zijn ARBED-SIDMAR en COCKERILL-SAMBRE overeengekomen, onder voorbehoud van goedkeuring door de statutaire organen van de betrokken maatschappijen en door de bevoegde Europese en nationale instanties, een vorm van meer gestructureerde samenwerking tot stand te brengen. Deze samenwerking waarbij elk van de drie maatschappijen haar werkingsautonomie en derhalve de verantwoordelijkheid voor haar beheer en haar resultaten behoudt, zal tot doel hebben :

- enerzijds, gemeenschappelijke strategische oriëntaties te bepalen, dit wil zeggen, de bijzonderste activiteiten van elke maatschappij vast te stellen en hun investeringen en herstructureringen te coördineren;

Zie:

834 (1983-1984):

- Nr 1: Wetsontwerp.
- Nr 2: Mededeling.

— d'autre part, de mettre en place, entre les deux groupes une coordination commerciale.

ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE sollicitent l'appui des Gouvernements belge et luxembourgeois et de la Commission des Communautés européennes pour rendre efficace leur démarche commune.

1. Vocations.

Les trois sociétés reconnaissent :

- à l'ARBED Luxembourg et à la MMR-A une vocation principale dans le domaine des produits longs ainsi que le droit qu'à l'ARBED de maintenir à Dudelange ses activités actuelles en produits plats à froid et revêtus;
- à SIDMAR la vocation de poursuivre son activité d'usine intégrée à produits plats depuis le fonte jusqu'aux tôles laminées à froid;
- à COCKERILL-SAMBRE Liège une vocation principale dans les produits plats laminés à froid et revêtus. C'est cette vocation qui permettra de consolider l'avenir de la sidérurgie à chaud à Liège;
- à COCKERILL-SAMBRE Charleroi une vocation principale dans le domaine des produits plats laminés à chaud pour utilisation directe (Carlam, son aval, son amont). Charleroi a également vocation, en complément de la position prise par ARBED-LUXEMBOURG, à assurer la fabrication de certains produits longs (fil, ronds à béton, aciers marchands, profilés moyens).

Chaque société effectue les recherches et le développement nécessaires au suivi des besoins de sa clientèle et garde son initiative en matière de procédés et de produits nouveaux.

2. Coordination des investissements et des restructurations.

2.1. Court terme :

a) Dans le cadre des décisions prises par la Commission des Communautés européennes et, conformément aux accords spécifiques qui sont intervenus entre elles, COCKERILL-SAMBRE et ARBED décident d'arrêter :

- au plus tard en septembre 1984 le train à poutrelles de 900 à Charleroi;
- au plus tard début 1985 :
 - d'une part, le train à fil machine de Valfil à Liège;
 - d'autre part, le laminoir à produits plats Steckel à Dudelange.

Cette décision viendra renforcer le taux de marche et la compétitivité :

- des laminoirs à poutrelles et du laminoir à fil d'ARBED-Luxembourg;
- des trains à larges bandes de COCKERILL-SAMBRE à Charleroi et à Liège

b) COCKERILL-SAMBRE tient à souligner que cette décision entraîne la nécessité d'une stratégie commune entre les deux sociétés non seulement pour la production mais aussi pour la transformation du fil machine. Elle attire l'attention sur la coopération qui a été instaurée depuis de nombreuses années entre elle et le groupe BEKAERT. COCKERILL-SAMBRE et ARBED estiment qu'il est de l'intérêt commun de maintenir et développer les liens existants. ARBED déclare être disposée à entamer, dans un esprit constructif, des négociations avec BEKAERT et COCKERILL-SAMBRE en vue d'assurer l'avenir de l'industrie du fil machine et du tréfilage au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique.

2.2. Moyen terme :

Les programmes d'investissement sont ceux qui ont été fixés en accord avec les actionnaires, les Gouvernements et la Commission.

a) Certains d'entre eux sont, dès aujourd'hui, parfaitement définis et financés. Tel est notamment le cas de la coulée continue de SIDMAR et des adaptations du train à chaud qui en sont la conséquence et, entre autres, une cage supplémentaire. Tel est aussi le cas de la ligne SEGAL à PHENIX WORKS. Les décisions correspondantes sont considérées par les trois sociétés comme un acquis allant dans l'intérêt commun;

b) D'autres investissements apparaissent comme indispensables, même si certains d'entre eux doivent faire l'objet d'une définition industrielle complémentaire ou de précisions concernant leur financement.

Il s'agit :

- à Luxembourg, de la modernisation et de l'augmentation de capacité du train II de Belval, ainsi que des adaptations nécessaires à Schiffflange pour consolider la qualité du fil machine, à Dudelange pour suivre l'évolution de son marché en ce qui concerne la qualité des produits à froid et revêtus, et à Rodange, les adaptations nécessaires pour la modernisation des installations de production et de parachèvement des rails et profilés spéciaux;
- à SIDMAR, de la construction d'une cage sexto en aval du train tandem 4 cages ainsi que des aménagements correspondants;
- à COCKERILL-SAMBRE Charleroi, de la consolidation de la phase liquide de Marcinelle et de certains aménagements complémentaires à Carlam et à son aval, tels que, notamment, une septième cage finisseuse et un laminoir skinpass pour produits à chaud.

— anderzijds, tussen de beide groepen een commerciële coördinatie tot stand te brengen.

ARBED-SIDMAR en COCKERILL-SAMBRE vragen de steun van de Belgische en de Luxemburgse Regering en van de Commissie van de Europese Gemeenschappen ten einde hun gezamenlijke actie meer kracht bij te zetten.

1. Activiteiten.

De drie maatschappijen erkennen :

- aan ARBED Luxembourg en aan de MMR-A een hoofdvactiviteit op het gebied van lange produkten, alsmede het recht dat ARBED heeft om in Dudelange zijn huidige activiteiten in de platte koude en beklede produkten te behouden;
- aan SIDMAR de voortzetting van haar activiteit als geïntegreerde fabriek voor platte produkten, van het gietijzer tot de koud gewalste platen.
- aan COCKERILL-SAMBRE Luik, een hoofdvactiviteit in de koud gewalste en beklede platte produkten. Door die activiteit zal de toekomst van de warme fase van de staalnijverheid te Luik kunnen verstevigd worden.
- aan COCKERILL-SAMBRE Charleroi een hoofdvactiviteit op het vlak van warmgewalste platte produkten voor rechtstreeks gebruik (Carlam, stroomafwaarts, stroomopwaarts). Ter aanvulling van de positie van ARBED-Luxembourg heeft Charleroi eveneens tot taak het vervaardigen van bepaalde lange produkten (draad, betonijzer, handelsstaal, halfzwaar profielstaal).

Elke maatschappij verricht het onderzoek en de ontwikkeling vereist voor de opvolging van de behoeften van haar cliënteel en behoudt haar initiatief inzake nieuwe procédés en produkten.

2. Coördinatie van de investeringen en de herstructureringen.

2.1. Op korte termijn.

a) In het kader van de door de Commissie van de Europese Gemeenschappen getroffen beslissingen en overeenkomstig de onderling aangegane specifieke akkoorden, besluiten COCKERILL-SAMBRE en ARBED tot sluiting :

- uiterlijk in september 1984 van de balkwalserij 900 te Charleroi;
- uiterlijk in het begin van 1985 :
 - van enerzijds, de walsdraadinstallatie van Valfil te Luik;
 - van anderzijds, de walserij van platte produkten Steckel te Dudelange.

Door deze beslissing zal de benuttingsgraad en de competitiviteit worden verhoogd :

- van de balkwalserijen en van de draadwalserijen van ARBED-Luxembourg;
- van de breedbandwalserijen van COCKERILL-SAMBRE te Charleroi en te Luik.

b) COCKERILL-SAMBRE wenst er de nadruk op te leggen dat deze beslissing de noodzakelijkheid met zich brengt een gemeenschappelijke strategie uit te werken tussen de twee maatschappijen, niet alleen voor de produktie doch eveneens voor het verwerken van de walsdraad. Zij vestigt de aandacht op de samenwerking die tussen haar en de groep BEKAERT sedert tal van jaren bestaat. COCKERILL-SAMBRE en ARBED zijn van oordeel dat de bestaande banden in hun beider belang in stand moeten gehouden worden en uitgebreid. ARBED verklaart zich bereid in een constructieve geest onderhandelingen aan te vatten met BEKAERT en COCKERILL-SAMBRE ten einde de toekomst van de draadwalserij en de draadtrekkerij in het Groothertogdom Luxemburg en in België veilig te stellen.

2.2. Op middellange termijn :

De investeringsprogramma's zijn die welke werden vastgelegd in akkoord met de aandeelhouders, de Regeringen en de Commissie.

a) Sommige ervan zijn, vanaf nu, volkomen vastgelegd en gefinancierd. Zulks is inzonderheid het geval voor de continuïteit van SIDMAR en voor de aanpassingen aan de warmwalserij die er het gevolg van zijn en onder meer een bijkomend walstuig. Zulks is eveneens het geval voor de SEGALLIJN bij PHENIX WORKS. De overeenkomstige beslissingen worden door de drie maatschappijen beschouwd als verworven in het gemeenschappelijk belang;

b) Andere investeringen lijken onontbeerlijk zelfs indien sommige ervan een bijkomende industriële bepaling of nadere gegevens betreffende de financiering ervan vergen.

Het betreft :

- te Luxembourg, de modernisering en de capaciteitsverhoging van de walserij II te Belval, alsmede de noodzakelijke aanpassingen te Schiffflange om de kwaliteit van de walsdraad op te drijven, te Dudelange om de evolutie van zijn markt te volgen wat de kwaliteit van de koudgewalste en beklede produkten betreft en te Rodange de noodzakelijke aanpassingen met het oog op het moderniseren van de installaties voor de produkten en de afwerking van rails en speciaal profielstaal;
- bij SIDMAR, de bouw van een sextowals voor de 4 kooientandem alsmede de overeenstemmende aanpassingen;
- bij COCKERILL-SAMBRE Charleroi, de consolidatie van de vloeibare fase te Marcinelle en bepaalde bijkomende aanpassingen bij Carlam en stroomafwaarts ervan, zoals inzonderheid een zevende eindwals en een walserij skinpass voor warmgewalste produkten;

— à COCKERILL-SAMBRE Liège, du programme d'investissements des usines de laminage à froid et de la fabrication du fer blanc. En matière de produits non revêtus, ce programme reprend notamment la modernisation d'une décaperie et l'installation d'une cage supplémentaire à l'un des trains tandem 4 cages, la rationalisation des circuits de matières et divers aménagements aux installations annexes et de parachèvement.

Le deuxième objectif est la rationalisation et la concentration de la fabrication du fer blanc. Le programme correspondant comprend, notamment, la rationalisation des circuits de matières, la concentration, par de nouvelles lignes installées sur le site de Ferblatil, des opérations de dégraissage, revêtement et parachèvement, le remplacement d'installations recuit-base par une deuxième ligne de recuit continu pour fer blanc et l'adaptation des chaînes et moyens de production aux développements du marché en matière de produits d'emballage.

Le programme relatif au laminage à froid de Liège constitue l'investissement le plus important qui doit être impérativement réalisé. Les trois sociétés estiment qu'il doit être étudié aussi rapidement que possible en liaison étroite entre COCKERILL-SAMBRE et SIDMAR de manière à permettre à chaque société de suivre l'évolution de sa clientèle et simultanément d'assurer le maximum de complémentarité entre les deux ensembles de Gand et de Liège. Leur objectif commun est de disposer, à terme, à Liège et à Gand, de deux ensembles de laminage à froid parmi les plus performants de l'Europe;

c) Dans le domaine des produits revêtus, compte tenu de la décision récente concernant la ligne de galvanisation n° 6 de PHENIX WORKS, les capacités existantes ou en construction semblent suffisantes à moyen terme. Néanmoins, l'évolution de la clientèle doit être suivie avec la plus grande attention de manière à investir à temps dans la fabrication des produits qui s'avèreraient nécessaires.

Dans cet esprit, les deux groupes entendent au minimum défendre ensemble et, si possible, développer leur place en produits revêtus vis-à-vis de la concurrence. Sans préjudice du droit reconnu à chaque groupe de suivre son marché, les groupes ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE conviennent de coordonner leurs décisions sur les bases suivantes :

Le groupe ARBED-SIDMAR n'engagera pas d'investissements de création ou d'extension en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pour la fabrication de produits revêtus pour lesquels le groupe COCKERILL-SAMBRE a actuellement une position sur le marché. En contre-partie, le groupe COCKERILL-SAMBRE offrira systématiquement à ARBED-SIDMAR un droit de coproduction dans les investissements nouveaux qu'il serait amené à lancer dans les produits recevant un revêtement « à chaud ».

A l'inverse, le groupe ARBED-SIDMAR se voit reconnaître par COCKERILL-SAMBRE une priorité pour la construction à Gand, si le marché le rend souhaitable, d'une ligne de revêtement par voie électrolytique (pour produits autres que les produits d'emballage). En contrepartie, le groupe ARBED-SIDMAR offrira à COCKERILL-SAMBRE un droit de coproduction dans cette ligne.

Il est rappelé que le groupe ARBED-SIDMAR dispose aujourd'hui comme installations de revêtement, de la ligne de galvanisation d'ARBED-DUDELANGE et de ses participations dans GALVALANGE, GIEBEL et SEGAL.

2.3. Long terme :

a) ARBED-Luxembourg signale qu'elle a l'intention de poursuivre la modernisation de ses trains à produits longs et que, par ailleurs, elle étudie l'opportunité de construire une nouvelle coulée continue dans ses usines luxembourgeoises;

b) ARBED et COCKERILL-SAMBRE mettront en commun leurs études sur l'intérêt que pourrait présenter la construction d'une aciérie électrique pour produits longs;

c) SIDMAR dispose actuellement à Gand d'une réserve de capacité et d'infrastructure permettant le doublement de sa production de fonte, d'acier et de demi-produits pour un montant d'investissements très inférieur à celui que nécessiterait la construction d'une usine en « green field » (projet SIDMAR II). Cette augmentation de capacité ne présente pas d'intérêt pour SIDMAR à terme prévisible.

Néanmoins, les trois sociétés auront à étudier cette question en commun, au cours des années qui viennent.

En effet, SIDMAR ne pourra pas, sans inconvénient pour elle, conserver indéfiniment cette possibilité. Certaines décisions que SIDMAR aura à prendre concernant des affectations de terrains, ou la façon de concevoir la réfection de son plus petit haut fourneau, ou l'avenir de son slabbing, sont conditionnées par l'intérêt de maintenir cette réserve pour le long avenir.

Les deux groupes prendront position à ce sujet en temps utile;

d) D'une manière plus générale, l'objectif des deux groupes est de coordonner leurs politiques d'investissements à long terme, de manière à éviter à la fois les doubles emplois et les surcapacités. Ils souhaitent renforcer l'efficacité de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise, en tenant compte des intérêts légitimes des 4 bassins concernés. Ils désirent également minimiser les conséquences sociales et financières des restructurations. Bien que leur coopération ait un caractère privilégié, elle demeure ouverte aux autres entreprises belges qui désireraient s'y associer. Cette coopération ne doit pas non plus porter atteinte aux liens qui

— bij COCKERILL-SAMBRE Luik, het investeringsprogramma i.v.m. de fabrieken voor koudwalserij en het vervaardigen van blik. Inzake niet beklede produkten omvat dit programma inzonderheid de modernisering van een beitsinstallatie en de installatie van een bijkomend walstuig bij een van de 4 kooientandems, de rationalisatie van de grondstoffenkringlopen en allerhande aanpassingen aan de bijhorende en afwerkingsinstallaties.

De tweede doelstelling is de rationalisatie en de concentratie van de fabricage van blik. Het overeenstemmende programma omvat inzonderheid de rationalisatie van de grondstoffenkringlopen, de concentratie door nieuwe bij Ferblatil geïnstalleerde lijnen, van de ontvettings-, bekledings- en afwerkingsbewerkingen, de vervanging van basis-uitgloeingsinstallaties door een tweede continu-uitgloeingslijn voor blik en de aanpassing van de produktieketens en -middelen aan de ontwikkeling van de markt op het vlak van verpakkingsprodukten.

Het programma i.v.m. de koudwalserij te Luik vormt de belangrijkste investering die in ieder geval moet worden uitgevoerd. De drie maatschappijen zijn van oordeel dat het zo spoedig mogelijk moet worden onderzocht in nauw overleg tussen COCKERILL-SAMBRE en SIDMAR zodat elke maatschappij de evolutie van haar cliënteel kan volgen en tegelijkertijd een zo groot mogelijke complementariteit tussen de beide entiteiten Gent en Luik kan verzekeren. De gemeenschappelijke doelstelling bestaat erin, op termijn, te Luik en te Gent te kunnen beschikken over twee koudwalserijen die tot de meest presterende in Europa behoren;

c) Rekening houdend met de recente beslissing inzake de verzinkingslijn nr 6 bij PHENIX WORKS, lijken op het gebied van de beklede produkten, de bestaande capaciteiten of de capaciteiten in aanbouw te volstaan op middellange termijn. Nochtans dient de evolutie van de cliënteel met de grootste aandacht gevolgd zodat bijtijds kan geïnvesteerd worden in de fabricage van de produkten die noodzakelijk zouden blijken te zijn.

In die geest hebben de beide groepen de bedoeling hun positie inzake beklede produkten ten minste gezamenlijk te verdedigen en, indien mogelijk, te ontwikkelen ten opzichte van de concurrentie. Onverminderd het recht dat aan elke groep wordt erkend om haar markt te volgen, komen de groepen ARBED-SIDMAR en COCKERILL-SAMBRE overeen hun beslissingen op de volgende basis te coördineren :

De groep ARBED-SIDMAR zal geen oprichtings- of uitbreidingsinvesteringen in België en in het Groothertogdom Luxemburg verrichten waarvoor de groep COCKERILL-SAMBRE thans een plaats op de markt inneemt. Als tegenprestatie, zal de groep COCKERILL-SAMBRE stelselmatig aan ARBED-SIDMAR een recht op coproductie aanbieden in nieuwe investeringen die zij zou moeten doen in produkten die een « warme » bekleding krijgen.

Andersom erkent COCKERILL-SAMBRE aan de groep ARBED-SIDMAR een voorrang voor de bouw te Gent, indien de markt zulks wenselijk maakt, van een bekledingslijn door elektrolyse (voor produkten, andere dan de verpakkingsprodukten). Als tegenprestatie zal de groep ARBED-SIDMAR aan COCKERILL-SAMBRE een recht op coproductie in die lijn aanbieden.

Er wordt aan herinnerd dat de groep ARBED-SIDMAR nu reeds als bekledingsinstallatie beschikt over de verzinkingslijn van ARBED-DUDELANGE en van zijn participaties in GALVALANGE, GIEBEL en SEGAL.

2.3. Op lange termijn :

a) ARBED-Luxembourg wijst erop dat zij voornemens is de modernisering van haar installaties voor lange produkten voort te zetten en, anderzijds, dat zij de gepasteheid om een nieuwe continu-gietterij in haar Luxemburgse fabrieken te bouwen, onderzoekt;

b) ARBED en COCKERILL-SAMBRE zullen hun studies over het nut dat de bouw van een elektrische staalfabriek voor lange produkten zou kunnen hebben samenbrengen;

c) SIDMAR beschikt voor het ogenblik te Gent over een reserve aan capaciteit en infrastructuur, waardoor zij haar productie van gietijzer, staal en half-afgewerkte produkten kan verdubbelen voor een investeringsbedrag dat veel lager ligt dan dit welke zou nodig zijn voor de bouw van een fabriek in « green field » (ontwerp SIDMAR II). Deze capaciteitsverhoging heeft voor SIDMAR op voorzienbare termijn geen belang.

De drie maatschappijen zullen die kwestie evenwel gezamenlijk in de komende jaren moeten bestuderen.

Inderdaad, SIDMAR zal deze mogelijkheid niet tot in het oneindige kunnen behouden zonder nadeel voor zichzelf. Sommige beslissingen die SIDMAR zal moeten treffen in verband met terreinbestemmingen of de manier waarop de vernieuwing van haar kleinste hoogoven zal worden opgevat of de toekomst van haar slabbing, hangen af van het belang die reserve voor een verre toekomst te behouden.

De beide groepen zullen dienaangaande te gepaste tijd stelling nemen;

d) Meer in het algemeen bestaat de doelstelling van de beide groepen erin hun investeringsbeleid op lange termijn te coördineren zodat dubbel gebruik en tevens overcapaciteit kan worden voorkomen. Zij wensen de doelmatigheid van de Belgisch-Luxemburgse staalnijverheid te verstevigen, rekening houdend met de rechtmatige belangen van de 4 betrokken bekens. Zij wensen eveneens de sociale en financiële gevolgen van de herstructureringen tot een minimum te beperken. Hoewel hun samenwerking een bevoorrecht karakter heeft, blijft zij open voor de andere Belgische ondernemingen die er zouden willen bij aansluiten. Deze

existent dans certains domaines entre chaque société signataire et d'autres entreprises sidérurgiques européennes.

3. Coopération commerciale.

3.1. Les décisions d'échanges de production en poutrelles, fil machine et produits plats à chaud pour utilisation directe entre l'ARBED et COCKERILL-SAMBRE impliquent une coordination commerciale entre les deux sociétés. Pour les produits plats à chaud, cette coopération s'étend également à SIDMAR en ce qui concerne les clients suivis par TRADEARBED.

Les trois sociétés considèrent que, pour assurer à long terme, le maintien de leurs fonds de commerce, elles sont dans l'obligation d'établir entre elles une coopération qui assure la transparence des transactions commerciales pour les trois catégories de produits échangés, ainsi que pour les ronds à béton et les aciers marchands. Il sera créé dans ce but un groupe de travail formé des directeurs commerciaux des trois sociétés et des chefs de vente des produits concernés.

Endéans un délai de six mois, les trois sociétés décideront de la forme plus structurée qu'il y aura lieu de donner à cette coordination commerciale.

3.2. Dans un premier stade en tout cas, cette coopération commerciale ne s'étendra pas aux produits plats laminés à froid et aux produits revêtus. Les échanges d'information, dans ce domaine, viseront essentiellement l'évolution des besoins de la clientèle et serviront de support aux études sur les investissements futurs. Suivant les formes que prendront les coproductions et suivant les complémentarités qui s'établiront après modernisation de la sidérurgie à froid liégeoise, les trois sociétés adapteront leur coopération en conséquence.

4. Comité d'orientation.

Le présent accord établit entre les deux groupes les bases d'une orientation stratégique commune et d'une coordination commerciale.

Ces formes essentielles de coopération sont des préliminaires indispensables à l'établissement de liens plus étroits.

La bonne application, le suivi et le prolongement de cet accord impliquent une forme structurée de la coopération entre les deux groupes. Cette structure se concrétisera par la mise en place d'un comité composé des présidents et directeurs généraux des trois entreprises et le travail en commun, selon des modalités à préciser, de quelques membres des staffs stratégiques de ces trois entreprises.

Le comité des présidents et directeurs généraux se réunira au moins une fois par trimestre. Il aura la charge d'animer et de développer la coopération suivant les principes du présent accord. Il s'agira notamment, de définir une stratégie commune, de contrôler les travaux du Comité de coordination commerciale et d'étudier la mise en place d'une structure appropriée permettant d'étendre les champs de coopération.

Les procédures concernant la présidence du comité, les règles de prise de décisions, les pouvoirs d'arbitrage et de conciliation seront définies en accord avec les deux Gouvernements belge et luxembourgeois.

5. Durée.

Le présent protocole est conclu pour une durée de 10 ans.

Il est expressément prévu qu'au bout de 5 ans, les trois sociétés examineront, à la lumière de l'expérience, si des adaptations doivent y être apportées.

Les décisions correspondantes ne pourront être prises qu'à l'unanimité.

samenwerking mag evenmin schadelijk zijn voor de banden die op bepaalde gebieden bestaan tussen elke ondertekenende maatschappij en andere Europese staalondernemingen.

3. Commerciële samenwerking.

3.1. De beslissingen tot uitwisseling van de produktie van balken, walsdraad tussen ARBED en COCKERILL-SAMBRE veronderstellen een commerciële coördinatie tussen de beide maatschappijen. Voor de warmgewalste platte produkten reikt deze samenwerking eveneens tot SIDMAR wat de cliënten gevolgd door TRADEARBED betreft.

De drie maatschappijen zijn van oordeel dat, om op lange termijn hun handelsvermogen te behouden, zij verplicht zijn onderling een samenwerking tot stand te brengen waardoor de doorzichtigheid van de commerciële transacties voor de drie categorieën van uitgewisselde produkten wordt verzekerd, alsmede voor het betonijzer en het handelsstaal. Te dien einde zal er een werkgroep worden opgericht bestaande uit de handelsdirecteurs van de drie maatschappijen en de verkoopscheffs van de betrokken produkten.

Binnen een termijn van zes maand, zullen de drie maatschappijen een beslissing nemen nopens de meer gestructureerde vorm die aan deze commerciële coördinatie moet worden gegeven.

3.2. In ieder geval zal in een eerste stadium deze commerciële samenwerking niet reiken tot de koudgewalste platte produkten en de beklede produkten. De uitwisselingen van informatie op dat vlak zullen essentieel gericht zijn op de evolutie van de behoeften van de cliënteel en zullen als hulp dienen voor de studies i.v.m. toekomstige investeringen. Naar gelang van de vorm welke de coprodukties zullen aannemen en volgens de complementariteiten die tot stand zullen komen na modernisering van de Luikse koudwalsbedrijvigheid, zullen de drie maatschappijen hun samenwerking dienovereenkomstig aanpassen.

4. Oriëntatiecomité.

Deze overeenkomst vestigt tussen de twee groepen de basis van een gemeenschappelijke strategische oriëntatie en van een commerciële coördinatie.

Deze essentiële vormen van samenwerking zijn een onontbeerlijke aanloop tot het vestigen van nauwere banden.

De degelijke toepassing, de opvolging en de voortzetting van deze overeenkomst veronderstellen een gestructureerde vorm van de samenwerking tussen de beide groepen. Deze structuur zal een concrete vorm aannemen door de oprichting van een comité bestaande uit de Voorzitter en Directeurs-Generaal van de drie ondernemingen en door het gemeenschappelijk werk, volgens nader te bepalen modaliteiten, van enkele leden van de strategische staffs van die drie ondernemingen.

Het comité van de Voorzitters en de Directeurs-Generaal zal ten minste eenmaal per trimester samenkomen. Het zal tot taak hebben de samenwerking te bezielen en te ontwikkelen volgens de principes van deze overeenkomst. Het zal er inzonderheid om gaan een gemeenschappelijke strategie te bepalen, de werkzaamheden van het Comité voor Commerciële Coördinatie te controleren en het tot stand brengen van een passende structuur waardoor de samenwerkingsgebieden kunnen uitgebreid worden, te bestuderen.

De procedures betreffende het voorzitterschap van het comité, de regels i.v.m. het nemen van beslissingen, de arbitrage- en verzoeningsbevoegdheden zullen worden bepaald in akkoord met de Belgische en Luxemburgse Regering.

5. Duur.

Het protocol is afgesloten voor een duur van 10 jaar.

Er is uitdrukkelijk voorzien dat na 5 jaar, de drie maatschappijen, aan de hand van de ervaring, zullen nagaan of er aanpassingen moeten worden aangebracht.

De overeenstemmende beslissingen kunnen slechts eenparig worden getroffen.

**AVENANT DU 13 JANVIER 1984
A LA CONVENTION DU 30 MARS 1979**

entre l'Etat belge, de première part,
et l'Etat luxembourgeois, de deuxième part,
et l'ARBED, de troisième part,

Vu la convention susdite du 30 mars 1979, conclue entre l'Etat belge et l'ARBED;

Considérant que l'Etat luxembourgeois s'est porté acquéreur d'une participation dans SIDMAR dans le cadre de la restructuration de la sidérurgie luxembourgeoise;

Considérant que l'Etat belge s'apprête à faire apport à SIDMAR, dans l'intérêt du financement des investissements, d'un montant de 3,5 milliards de francs, dont les quotes-parts destinées respectivement à être incorporées au capital social et à un compte « prime d'émission » sont déterminées par le rapport entre la valeur de l'entreprise à constater contradictoirement, d'un côté, et le capital nominal de la société, d'un autre côté, les actions à attribuer à l'Etat belge de ce chef étant du même type et jouissant à partir de l'exercice 1984 des mêmes droits que les actions ordinaires existantes;

Considérant, d'autre part, que l'Etat belge entend souscrire, par application de l'arrêté royal n° 245 du 31 décembre 1983 et par voie d'une reprise de dettes à moyen et à long terme de la société SIDMAR, à concurrence de 11,2 milliards de francs, à une augmentation de capital de celle-ci réalisée par l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote pendant 20 ans, à l'exception de ce qui est stipulé au n° 2, deuxième alinéa ci-dessous, et selon les modalités prévues audit arrêté et dans la convention afférente conclue à la date de ce jour entre l'Etat belge et SIDMAR, les quotes-parts de cet apport destinées respectivement à être incorporées au capital social et à un compte « prime d'émission » étant à déterminer de la manière indiquée à l'alinéa qui précède.

Considérant que ces opérations interviennent dans le cadre des plans de restructuration déposés auprès de la Commission des Communautés européennes par les deux Gouvernements et de la mise en œuvre de synergies transnationales des sidérurgies belge et luxembourgeoise, décidées d'un commun accord entre les Etats et les entreprises concernés.

Sur la base de ce qui précède, il a été convenu de ce qui suit :

1. L'Etat luxembourgeois prend acte de la convention susdite du 30 mars 1979.

2. Les Gouvernements belge et luxembourgeois désigneront chacun deux experts, l'ARBED et SIDMAR chacune un expert, aux fins de procéder à bref délai à une évaluation de l'entreprise SIDMAR, pour faire déterminer par les Gouvernements les quotes-parts des apports visés au préambule des présentes destinées respectivement à être incorporées au capital et au compte « prime d'émission » de SIDMAR.

Sur l'ensemble des deux souscriptions énumérées ci-dessus, la partie soucrite en actions ordinaires donnera à l'Etat belge un droit de vote dépassant de façon significative les 25 % des droits de vote attachés aux actions.

3. La répartition du capital votant de SIDMAR devra rester telle que la participation de l'Etat belge ne pourra dépasser à aucun moment 49 % et que l'ARBED et, le cas échéant, l'ARBED et l'Etat luxembourgeois auront une participation de 51 % au moins.

Cette stipulation perd ses effets si les partenaires belgo-luxembourgeois perdent la majorité au sein du Conseil d'administration de l'ARBED ou que l'ARBED et, le cas échéant, l'ARBED et le Gouvernement luxembourgeois perdent la majorité dans le capital de SIDMAR de leur propre fait. Pour ces cas, la convention à arrêter entre l'Etat belge et SIDMAR relative à l'émission d'actions sans droit de vote pourra prévoir que celles-ci obtiennent le droit de vote.

Aux fins d'assurer les limites fixées ci-dessus, le nombre des actions votantes susceptibles d'être attribuées à l'Etat belge, compte tenu de celles acquises par lui en 1979, sera limité notamment par le recours à la formule de remboursement prévue à l'article 6 de l'arrêté royal n° 245 susdit.

4. Les limitations éventuelles de la participation de l'Etat belge résultant des dispositions qui précèdent ne peuvent être interprétées comme impliquant une violation des obligations assumées au titre de l'article 8 de la convention du 30 mars 1979.

5. L'Etat belge s'engage dès à présent et pour lors à ne pas céder les actions constituant sa participation dans SIDMAR à d'autres personnes que la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux et/ou ses filiales et à toute autre institution ou société publique ou d'économie mixte existante ou à créer de droit belge ou de droit européen.

L'Etat belge s'engage dès à présent et pour lors à imposer la même clause à ses cessionnaires.

Une obligation à même effet incombe à l'ARBED et à l'Etat luxembourgeois de façon à ce que la participation luxembourgeoise dans SIDMAR ne soit transmise à des tiers autres que des institutions ou sociétés contrôlées soit par l'ARBED, soit par l'Etat luxembourgeois, soit conjointement par ces deux parties.

**AANHANGSEL VAN 13 JANUARI 1984
BIJ DE OVEREENKOMST VAN 30 MAART 1979**

tussen de Belgische Staat, ter eerste zijde,
en de Luxemburgse Staat, ter tweede zijde,
en ARBED, ter derde zijde.

Gelet op voornoemde overeenkomst van 30 maart 1979 tussen de Belgische Staat en ARBED;

Overwegende dat de Luxemburgse Staat een deelneming in SIDMAR binnen het bestek der herstructurering van de Luxemburgse staalnijverheid heeft verworven;

Overwegende dat de Belgische Staat zich voorneemt om, in het belang van de financiering van de investeringen, in SIDMAR een inbreng te doen van 3,5 miljard frank, waarvan de onderscheidenlijk in het maatschappelijk kapitaal en in een rekening « uitgiftepremie » in te voegen gedeelten bepaald worden door de verhouding tussen de contradictoir vast te stellen waarde van de onderneming enerzijds, en het nominaal kapitaal anderzijds, met dien verstande dat de aandelen welke uit dien hoofde de Belgische Staat toekomen, van dezelfde soort zijn en van het boekjaar 1984 af dezelfde rechten genieten als de bestaande gewone aandelen;

Overwegende anderzijds dat de Belgische Staat bij toepassing van het koninklijk besluit nr 245 van 31 december 1983 en door overneming van kort- en langlopende schulden van SIDMAR ten belope van 11,2 miljard frank, overweegt in te schrijven op een kapitaalverhoging waartoe SIDMAR bevoorrechte aandelen zonder stemrecht gedurende 20 jaar uit geeft, met uitzondering van het bepaalde onder nr 2, tweede lid, hierna, en volgens de modaliteiten voorzien in bedoeld besluit en in de daarbij horende overeenkomst te sluiten tussen de Belgische Staat en SIDMAR, met dien verstande dat de onderscheidenlijk in het maatschappelijk kapitaal en in een rekening « uitgiftepremie » in te voegen gedeelten van die inbreng volgens de in het vorig lid bepaalde wijze worden vastgelegd.

Overwegende dat die verrichtingen gebeuren binnen het bestek van de door beide Regeringen bij de Commissie der Europese Gemeenschappen neergelegde herstructureringsplannen en van de uitvoering der grensoverschrijdende synergieën tussen de Belgische en de Luxemburgse staalnijverheid, waartoe in gemeen overleg tussen de Staten en de betrokken ondernemingen werd besloten.

Op grond van wat voorafgaat zijn de partijen omtrent het volgende overeengekomen :

1. De Luxemburgse Staat neemt akte van voornoemde overeenkomst van 30 maart 1979.

2. De Belgische en Luxemburgse Regeringen zullen elk twee deskundigen aanstellen en ARBED en SIDMAR elk een deskundige, om op korte termijn de waarde van de onderneming SIDMAR te bepalen ten einde de Regeringen in staat te stellen de gedeelten van de in deze inleiding bedoelde inbrengen vast te leggen, die respectievelijk bestemd zijn om bij het kapitaal en bij de rekening « uitgiftepremie » van SIDMAR te worden gevoegd.

Op het geheel van de twee hierboven opgesomde inschrijvingen, zal het gedeelte waarop in gewone aandelen werd ingeschreven de Belgische Staat een stemrecht verlenen dat beduidend 25 % van de aan de aandelen verbonden stemrechten overschrijdt.

3. De spreiding van het stemgerechtigd kapitaal van SIDMAR dient zodanig te blijven dat de deelneming van de Belgische Staat op geen enkel ogenblik 49 % overschrijdt en dat de deelneming van ARBED en, in voorkomend geval, van ARBED en de Luxemburgse Staat ten minste 51 % bedraagt.

Deze bepaling vervalt wanneer de Belgisch-Luxemburgse partners de meerderheid verliezen in de Raad van Beheer van ARBED of wanneer ARBED en, in voorkomend geval, ARBED en de Luxemburgse Regering uit eigen beweging de meerderheid verliezen in het kapitaal van SIDMAR. In die gevallen mag in de tussen de Belgische Staat en SIDMAR te sluiten overeenkomst over de uitgifte van niet-stemgerechtigde aandelen worden voorzien dat deze stemgerechtigd worden.

Om de hierboven vastgelegde beperkingen te waarborgen, zal het aantal stemgerechtigde aandelen dat de Belgische Staat zou verwerven, rekening houdend met deze die hij in 1979 verwierf, onder meer worden beperkt door beroep te doen op de terugbetalingsformule waarin artikel 6 van voormeld koninklijk besluit nr 245 voorziet.

4. De mogelijke beperkingen van de deelname van de Belgische Staat, die voortvloeien uit de voorafgaande bepalingen, mogen geenszins als een inbreuk op de verplichtingen opgelegd door artikel 8 van de overeenkomst van 30 maart 1979 worden geïnterpreteerd.

5. De Belgische Staat verbindt zich ertoe vanaf heden en voortaan zijn aandelen in SIDMAR aan niemand af te staan, behalve aan de Nationale Maatschappij voor de Herstructurering van de Nationale Sectoren en/of aan haar dochtervennootschappen en aan eender welke bestaande of op te richten overheidsinstelling dan wel overheids- of gemengd bedrijf naar Belgisch of Europees recht.

De Belgische Staat verbindt zich ertoe vanaf heden en voortaan zijn cessionarissen dezelfde clausule op te leggen.

Deze verplichting geldt eveneens voor ARBED en voor de Luxemburgse Staat, in die zin dat de Luxemburgse deelname in SIDMAR niet aan derden mag worden overgedragen, behalve aan instellingen of vennootschappen die door ARBED, door de Luxemburgse Staat, ofwel door beide gezamenlijk worden gecontroleerd.

6. Les participations de l'ARBED et de l'Etat luxembourgeois sont considérées cumulativement pour les besoins de l'article 9 de ladite convention.

Au regard de cet article 9, les cessions intervenues par application du n° 5 qui précède ne sont pas prises en considération.

En revanche, pour les cessions éventuelles à des personnes autres que celles visées au n° 5, l'Etat Belge, d'une part, et l'ARBED et l'Etat luxembourgeois, d'autre part, respecteront le droit de préemption et la procédure décrits à l'article 9 de la convention du 30 mars 1979 et cela pour une durée identique à celle du présent avenant.

7. La composition du Conseil d'administration de SIDMAR sera adaptée en fonction de l'accroissement de la participation de l'Etat belge dans le capital de la société, étant entendu que la représentation de l'ARBED et de l'Etat luxembourgeois conservera la majorité absolue des sièges aussi longtemps qu'ils détiennent la majorité des actions votantes et étant entendu que l'Etat belge sera représenté de façon proportionnelle à sa quote-part des actions ayant droit de vote. A cette fin, et la cas échéant, le nombre maximum d'administrateurs prévu aux statuts de SIDMAR sera adapté.

8. L'ARBED et l'Etat belge s'engagent à faire convoquer l'assemblée générale de SIDMAR en temps voulu pour lui soumettre toutes résolutions nécessaires à la réalisation des opérations visées par les présentes et les trois parties s'engagent à voter en faveur de ces résolutions.

9. Pour autant que de besoin et en présupposant l'accord du conseil d'administration de SIDMAR, il est confirmé que la vente des produits de SIDMAR, dans la mesure où elle n'est pas réservée à l'actionnaire italien de celle-ci, continuera à être assurée par TRADEARBED.

Il est loisible à SIDMAR d'acquérir une participation dans le capital de TRADEARBED qui soit proportionnelle à l'importance relative du tonnage écoulé par TRADEARBED pour compte de SIDMAR, sans pouvoir dépasser 49 % du capital.

10. Le présent avenant expirera à la même date que la convention du 30 mars 1979.

Bruxelles, le 13 janvier 1984.

6. De deelname van zowel ARBED als van de Luxemburgse Staat worden samen beschouwd voor de toepassing van artikel 9 van de vermelde overeenkomst.

Met betrekking tot dit artikel 9, komen de overdrachten gedaan bij toepassing van nr 5 niet in aanmerking.

Voor de eventuele overdrachten aan andere dan de onder nr 5 bedoelde personen daarentegen, dient de Belgische Staat enerzijds en ARBED en de Luxemburgse Staat anderzijds het recht van voorkoop en de procedure omschreven in artikel 9 van de overeenkomst van 30 maart 1979 te eerbiedigen, en zulks voor een duur die gelijk is aan die van onderhavig aanhangsel.

7. De samenstelling van de Raad van Beheer van SIDMAR zal worden aangepast in functie van de verhoging van de deelneming van de Belgische Staat in het kapitaal van de vennootschap, met dien verstande dat de vertegenwoordiging van ARBED en van de Luxemburgse Staat de volstrekte meerderheid der zetels zal behouden zolang die de meerderheid van de stemgerechtigde aandelen bezitten en met dien verstande dat de Belgische Staat naar verhouding van zijn aandeel in de stemgerechtigde aandelen zal worden vertegenwoordigd. Te dien einde en desgevallend zal het bij de statuten van SIDMAR bepaalde maximum aantal beheerders worden aangepast.

8. ARBED en de Belgische Staat verbinden zich ertoe de algemene vergadering van SIDMAR te gepasten tijde bijeen te roepen om haar alle beslissingen voor te leggen welke nodig zijn voor de verwezenlijking van de hierbij bedoelde verrichtingen en de drie partijen verbinden zich ertoe ten gunste van die beslissingen te stemmen.

9. Voor zover nodig en in de veronderstelling dat de Raad van Beheer van SIDMAR ermee akkoord gaat, wordt bevestigd dat de verkoop van Sidmarprodukten, in de mate waarin die niet voorbehouden is aan de Italiaanse aandeelhouder van die maatschappij, verder door TRADEARBED zal worden verzekerd.

SIDMAR mag in het kapitaal van TRADEARBED een participatie verwerven naar verhouding van de relatieve belangrijkheid van de door TRADEARBED voor rekening van SIDMAR afgezette tonnemaat, zonder 49 % van het kapitaal te mogen overschrijden.

10. Onderhavig aanhangsel vervalt op dezelfde datum als de overeenkomst van 30 maart 1979.

Brussel, 13 januari 1984.

**DECLARATION DES GOUVERNEMENTS BELGE
ET LUXEMBOURGEOIS REUNIS A VAL-DUCHESSE,
LE 13 JANVIER 1984**

La présente déclaration s'inscrit dans la ligne des déclarations suivantes :

- la déclaration commune des Gouvernements belge et luxembourgeois du 21 décembre 1978;
- la déclaration des Gouvernements belge et luxembourgeois du 7 février 1981;
- le procès-verbal d'accompagnement signé par les deux Gouvernements le 9 mars 1982.

Elle confirme, pour autant que de besoin, les principes ci-après :

- sauvegarde de l'équilibre entre les bassins sidérurgiques intéressés par des programmes transnationaux, tant sous l'aspect de l'égalité dans les sacrifices que des chances de développement;
- respect du principe de la concomitance dans la mise en œuvre des différents volets de la coopération entre entreprises;
- compatibilité et cohérence des programmes d'investissements sur les plans européen et national;
- respect de l'intégrité des partenaires industriels, de l'autonomie des groupes et de leurs caractéristiques propres dans le contexte européen.

Tenant compte de l'évolution du marché et de la situation des entreprises sidérurgiques, eu égard aux initiatives et aux décisions de la Commission des Communautés européennes en matière de réduction des capacités de production, compte tenu enfin des projets d'accord de synergies élaborés par les entreprises sidérurgiques concernées et soucieux d'observer l'échéance fixée par la Commission des Communautés européennes pour la finalisation des plans de restructuration et de retour à la viabilité, en ce compris l'identification des outils à arrêter, les deux Gouvernements marquent leur accord sur les conventions et accords suivants :

- protocole conclu entre les groupes ARBED-SIDMAR et COCKERILL-SAMBRE;
- accord entre les deux Gouvernements au sujet des P.M.P.;
- avenant à la convention du 30 mars 1979.

Ils expriment leur volonté d'appuyer la mise en œuvre de l'ensemble de ces conventions et accords.

Dans ce but, ils décident de mettre en place un comité intergouvernemental d'accompagnement, ayant pour mission de veiller à la bonne exécution desdites conventions.

Les deux Gouvernements présenteront l'ensemble de ces conventions et accords à l'approbation de la Commission des Communautés européennes.

Ils se portent fort d'en défendre l'approche comme un ensemble cohérent face aux exigences du contexte européen.

Fait à Bruxelles, le 13 janvier 1984.

**VERKLARING VAN DE BELGISCHE
EN LUXEMBURGSE REGERING BIJ EEN
TE HERTOOGINNEDAL OP 13 JANUARI 1984**

Onderhavige verklaring sluit aan bij de hiernavolgende vroegere verklaringen :

- de gemeenschappelijke verklaring van de Belgische en de Luxemburgse Regering van 21 december 1978;
- de verklaring van de Belgische en de Luxemburgse Regering van 7 februari 1981;
- het begeleidend proces-verbaal ondertekend door de Belgische en de Luxemburgse Regering op 9 maart 1982.

Zij bevestigt, voor zover nodig, de volgende beginselen :

- behoud van het evenwicht tussen de staalbekkens die betrokken zijn bij de transnationale programma's zowel vanuit het oogpunt van gelijke offers als van ontwikkelingskansen;
- eerbiediging van het beginsel van gelijktijdige uitvoering van de verschillende luiken van samenwerking tussen de ondernemingen;
- overeenstemming en samenhang van de investeringsprogramma's op Europees en op nationaal vlak;
- eerbiediging van de integriteit van de industriële partners, van de autonomie van de groepen en van hun eigen kenmerken in de Europese context.

Rekening houdend met de evolutie van de markt en van de toestand van de staalondernemingen, gelet op de initiatieven en de beslissingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen inzake vermindering van de productiecapaciteiten, rekening houdend tenslotte met de ontwerpen van synergie-akkoorden uitgewerkt door de betrokken staalondernemingen en bezorgd om de door de Commissie van de Europese Gemeenschappen gestelde termijn voor de naleving van de herstructureringsplannen en de terugkeer tot de leefbaarheid met inbegrip van het bepalen van de stil te leggen installaties na te leven, betuigen de beide Regeringen hun akkoord over de volgende overeenkomsten en akkoorden :

- protocol afgesloten tussen de groepen ARBED-SIDMAR en COCKERILL-SAMBRE;
- akkoord tussen de twee Regeringen inzake de M.M.P.;
- aanhangsel bij de overeenkomst van 30 maart 1979.

Zij geven uiting aan hun wil de uitvoering van het geheel van die overeenkomsten en akkoorden te steunen.

Met dat doel voor ogen beslissen zij een begeleidend intergouvernementeel comité op te richten dat als opdracht heeft te waken over de goede uitvoering van de bedoelde overeenkomsten.

De beide Regeringen zullen het geheel van die overeenkomsten en akkoorden ter goedkeuring aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen voorleggen.

Zij verplichten zich ertoe de aanpak ervan te verdedigen als een samenhangend geheel met inachtneming van de vereisten in de Europese context.

Gedaan te Brussel op 13 januari 1984.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois se mettent d'accord sur ce qui suit et s'engagent à communiquer cet accord à la Commission des Communautés européennes :

« La mise à disposition par ARBED d'un « crédit » de P.M.P. (production maximale possible) au profit du plan de restructuration de COCKERILL-SAMBRE s'opère dans le cadre des réductions de capacité devant être notifiées d'après les décisions 83/391 et 83/397 de la Commission des C.E. du 29 juin 1983 et durera tant que les décisions en la matière ne seront pas modifiées, en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg pour autant que COCKERILL-SAMBRE en ait besoin ».

13 janvier 1984.

De Belgische Regering en de Luxemburgse Regering zijn het eens over hetgeen volgt en verbinden er zich toe deze overeenkomst aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen mede te delen :

« De terbeschikkingstelling door ARBED van een « krediet » voor M.M.P. (maximaal mogelijke productie) ten gunste van het herstructureringsplan van COCKERILL-SAMBRE geschiedt in het kader van de capaciteitsverminderingen die overeenkomstig de beslissingen 83/391 en 83/397 van de Commissie van de E.G. van 29 juni 1983 moeten genotifieerd worden en loopt zolang de beslissingen terzake niet gewijzigd zullen worden voor wat het Groot-Hertogdom Luxemburg betreft, voorzover COCKERILL-SAMBRE zulks nodig heeft ».

13 januari 1984.